



**MINISTÈRE  
DE L'INTÉRIEUR**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Gendarmerie nationale**

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

## **Appel d'offre ouvert**

### Entretien et dépannage d'ouvrages et réseaux d'assainissement des écoles et centres de la gendarmerie nationale.

Établi en application du code de la commande publique du 1<sup>er</sup> avril 2019 (ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique).

**Le présent cahier des clauses administratives particulières comporte 14 pages numérotées de 1 à 14**

**Commandement des écoles de la Gendarmerie Nationale**

Groupement de soutien opérationnel des écoles

Bureau budget et administration

2 rue Toufaire

BP 90050

17302 ROCHEFORT CEDEX

Tél : 05.46.88.33.06

[smc.bba.cegn@gendarmerie.interieur.gouv.fr](mailto:smc.bba.cegn@gendarmerie.interieur.gouv.fr)

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES DU MARCHÉ.....</b>	<b>4</b>
1.1 - Objet du marché.....	4
1.2 - Nomenclature.....	4
1.3 - Forme et étendue de la consultation.....	4
1.4 - Organisme responsable du marché.....	4
<b>ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....</b>	<b>5</b>
2.1 - Pièces particulières.....	5
2.2 - Pièces générales.....	5
<b>ARTICLE 3 - DURÉE DU MARCHÉ ET RECONDUCTIONS.....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 4 - MODALITÉS D'EXÉCUTION.....</b>	<b>6</b>
4.1 - Délais d'exécution.....	6
4.2 - Conditions d'exécution des prestations.....	6
4.3 - Difficultés – problèmes / Défaillance.....	6
<b>ARTICLE 5 - OPÉRATIONS DE CONTRÔLE ET DE VÉRIFICATION.....</b>	<b>6</b>
5.1 - Vérification.....	6
5.2 - Décision après vérification.....	6
5.2.1 - Admission.....	6
5.2.2 - Réfaction.....	6
5.2.3 - Ajournement.....	7
5.2.4 - Rejet.....	7
<b>ARTICLE 6 - PRISE EN CHARGE - GARANTIE.....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 7 - PRÉVENTION - PROTECTION - ENVIRONNEMENT.....</b>	<b>7</b>
7.1 - Réglementation.....	7
7.2 - Procédure.....	7
7.3 - Protection incendie.....	8
7.4 - Protection de l'environnement.....	8
<b>ARTICLE 8 - MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX.....</b>	<b>8</b>
8.1 - Unité monétaire.....	8
8.2 - Forme des prix.....	8
8.3 - Contenu des prix.....	8
8.4 - Contrôle des prix.....	8
8.5 - Révision de prix.....	9
8.6 - Clause de sauvegarde.....	9
<b>ARTICLE 9 - AVANCE – ACOMPTE.....</b>	<b>9</b>
9.1 - Avance.....	9
9.2 - Acompte.....	9
<b>ARTICLE 10 - PÉNALITÉS - PROLONGATION DES DÉLAIS.....</b>	<b>9</b>
10.1 - Calcul des pénalités.....	9
10.2 - Exclusion des pénalités.....	9
10.3 - Prolongation des délais.....	10
<b>ARTICLE 11 - MODE DE RÈGLEMENT – PAIEMENT.....</b>	<b>10</b>
11.1 - Facturation.....	10
11.2 - Certification « service fait ».....	10
11.3 - Paiement.....	10
11.4 - Récusation.....	10
11.5 - Comptable assignataire.....	11
11.6 - Intérêts moratoires.....	11
<b>ARTICLE 12 - CESSIION - NANTISSEMENT.....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 13 - RETENUE DE GARANTIE OU CAUTIONNEMENT.....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 14 - SOUS-TRAITANCE.....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 15 - RÉSILIATION DU MARCHÉ.....</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 16 - EXÉCUTION DU SERVICE AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE.....</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 17 - CORRESPONDANT DU TITULAIRE.....</b>	<b>12</b>

<b>ARTICLE 18 - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES.....</b>	<b>12</b>
18.1 - Changement de situation du titulaire.....	12
18.2 - Modification de marché et marché similaire.....	12
18.3 - Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail.....	13
18.4 - Travail illégal.....	13
18.5 - Assurance.....	13
<b>ARTICLE 19 - ACCÈS AU SITE.....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 20 - DIFFÉRENDS ET LITIGES.....</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 21 - DÉROGATIONS AU CCAG / FCS.....</b>	<b>14</b>

## ARTICLE 1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES DU MARCHÉ

### 1.1 - Objet du marché

La présente consultation a pour objet l'entretien et le dépannage des installations des eaux pluviales, des eaux usées et des eaux vannes des sites suivants :

Site	Adresse
École de gendarmerie de Fontainebleau (EG Fontainebleau)	Rue de la Charité 77 210 AVON
Centre National d'Entraînement des Forces de Gendarmerie (CNEFG) à Saint Astier	Caserne Général Dupuy Route du Val de l'Isle 24 110 ST ASTIER
École de Gendarmerie de Châteaulin (EG Châteaulin)	Caserne La Tour d'Auvergne Zone Ty-Vougeret 29 150 DINEAULT

Les spécifications techniques sont précisées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

### 1.2 - Nomenclature

Le code de classification du vocabulaire commun des marchés (code CPV) est pour l'objet principal :

- 90420000-7 : Service de traitement des eaux usées

Codes CPV secondaires :

- 90430000-0 : Élimination eaux usées
- 90460000-9 : Vidage fosses septiques et puisard
- 90513600-2 : Service élimination des boues

### 1.3 - Forme et étendue de la consultation

La consultation prend la forme d'un appel d'offre ouvert. Il est alloté géographiquement comme suit :

- Lot 1 : École de Gendarmerie de Fontainebleau à compter du 1er janvier 2022 ;
- Lot 2 : Centre National d'Entraînement des Forces de Gendarmerie de Saint Astier (CNEFG) à compter du 1er janvier 2022 ;
- Lot 3 : École de gendarmerie de Châteaulin à compter du 8 mars 2022.

### 1.4 - Organisme responsable du marché

Le Commandement des Écoles de la Gendarmerie Nationale (CEGN) – Groupement de Soutien Opérationnel des Écoles - Bureau Budget Administration - Section Marchés Conventions à ROCHEFORT (17), agit en qualité de Représentant du Pouvoir Adjudicateur (R.P.A.) par délégation, pour toutes les formalités suivantes :

- lancement de la consultation ;
- analyse des candidatures ;
- dépouillement des offres ;
- notification des résultats ;
- suivi des reconductions ;
- suivi des révisions de prix ;
- établissement des actes modificatifs ;
- décompte des pénalités ;
- résiliation du marché.

L'organigramme, des personnes agissant au nom du RPA, figure en annexe 1 du règlement de la consultation.

## ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Le présent marché, constitué des documents contractuels définis ci-dessous, exprime l'intégralité des obligations des parties. Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents fournis par le titulaire, ne peut s'y intégrer.

Les documents originaux, conservés dans les archives de l'administration, font seuls foi.

Les pièces constitutives du marché prévalent en cas de contradiction entre elles, dans l'ordre où elles sont mentionnées ci-dessous.

Par ordre de priorité décroissante, le marché est constitué des pièces contractuelles suivantes :

### 2.1 - Pièces particulières

Les pièces contractuelles constitutives du marché comprennent :

- un acte d'engagement (ATTRI), et ses annexes ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) et leurs annexes respectives ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs postérieurs à la notification du marché.

### 2.2 - Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois qui a précédé la date limite de réception des offres :

- le code de la commande publique ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- toute réglementation actuellement en vigueur.

## ARTICLE 3 - DURÉE DU MARCHÉ ET RECONDUCTIONS

Le marché, d'une durée maximale ne pouvant excéder quatre (4) ans, prendra effet à compter du 01 janvier 2022 pour une période d'un (1) an pour les lots 1 et 2. Par la suite, il pourra être reconduit par décision expresse du représentant du pouvoir adjudicateur (R.P.A.) trois (3) fois un (1) an, notifiée au titulaire trois (3) mois francs avant chaque date anniversaire, pour les périodes suivantes :

- 1ère reconduction : du 01/01/2023 au 31/12/2023 ;
- 2ème reconduction : du 01/01/2024 au 31/12/2024 ;
- 3ème reconduction : du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Le lot 3 prendra effet à compter du 08 mars 2022. Par la suite, il pourra être reconduit par décision expresse du représentant du pouvoir adjudicateur (R.P.A.) trois (3) fois un (1) an, notifiée au titulaire trois (3) mois francs avant chaque échéance, pour les périodes suivantes :

- 1ère reconduction : du 01/01/2023 au 31/12/2023 ;
- 2ème reconduction : du 01/01/2024 au 31/12/2024 ;
- 3ème reconduction : du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Conformément à l'article R.2112-4 du code de la commande publique en vigueur, le titulaire ne pourra pas s'opposer à la reconduction.

Dans le cas où le R.P.A se réserve le droit de ne pas reconduire le marché, une décision expresse de non reconduction est notifiée par lettre recommandée avec avis de réception au titulaire un (1) mois avant la date d'échéance du marché.

## ARTICLE 4 - MODALITÉS D'EXÉCUTION

### 4.1 - Délais d'exécution

Les fréquences d'intervention sont différentes selon le lot concerné. Celles-ci sont stipulées dans les CCTP relatifs à chaque lot.

Un planning d'intervention sera fourni dans le cadre du dossier technique. Toutefois, le jour de passage sera arrêté en entente entre les parties dix (10) jours avant le passage du prestataire.

### 4.2 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations faisant l'objet du présent marché sont celles détaillées dans les CCTP respectifs et figurant sur les annexes de l'acte d'engagement.

L'exécution des prestations est mixte :

- d'une part, les interventions courantes sont rémunérées sur la base des prix unitaires indiqués dans l'annexe bordereau des prix ;
- d'autre part, les prestations ponctuelles sont reprises dans un bon de commande établi à partir du bordereau de prix prestations ponctuelles figurant en annexe financière à l'acte d'engagement.

### 4.3 - Difficultés – problèmes / Défaillance

Les éventuelles difficultés rencontrées dans l'exécution du présent marché sont communiquées dès leur survenance par écrit (lettre, courriel, ...) au correspondant technique du titulaire identifié au paragraphe 3.2 du règlement de consultation.

La défaillance du titulaire dans l'exécution du présent marché, en totalité ou en partie, provoque un préjudice à l'administration. En conséquence, le titulaire, dans l'impossibilité de réaliser et de fournir une partie ou la totalité des prestations décrites au marché, aura à sa charge tous les frais annexes résultant de la défaillance.

## ARTICLE 5 - OPÉRATIONS DE CONTRÔLE ET DE VÉRIFICATION

### 5.1 - Vérification

Conformément aux dispositions de l'article 28 du CCAG-FCS, l'administration dispose d'un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la réception des envois pour prononcer sa décision quant à l'admission des prestations.

### 5.2 - Décision après vérification

#### 5.2.1 - Admission

Le représentant du pouvoir adjudicateur prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché. L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la livraison.

#### 5.2.2 - Réfaction

Par dérogation aux dispositions de l'article 30.3 du CCAG-FCS, aucune admission avec réfaction ne peut-être prononcée.

### 5.2.3 - Ajournement

Application stricte de l'article 30-2 du CCAG-FCS.

### 5.2.4 - Rejet

Application stricte de l'article 30-4 du CCAG-FCS.

## ARTICLE 6 - PRISE EN CHARGE - GARANTIE

Les dispositions de l'article 33 du CCAG-FCS sont applicables.

## ARTICLE 7 - PRÉVENTION - PROTECTION - ENVIRONNEMENT

Le titulaire prend à sa charge tous les risques de responsabilité civile (accidents, incendie, explosions, etc.) découlant des prestations qui lui sont confiées.

### 7.1 - Réglementation

La mise en œuvre de la politique générale de prévention Santé et Sécurité au Travail (SST) sur les trois sites est régie par l'application de principes de base issus du code du travail et des textes réglementaires suivants :

- décret n° 92-158 du 20 février 1992 (version consolidée en vigueur) complétant le code du travail et fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure ;
- arrêté du 19 mars 1993 (version consolidée en vigueur) pris en application du code du travail, fixant la liste des travaux dangereux pour lesquels il est établi un plan de prévention ;
- arrêté du 26 avril 1996 (version consolidée en vigueur) pris en application du code du travail et portant adaptation de certaines règles de sécurité applicables aux opérations de chargement et déchargement effectués par une entreprise extérieure.

### 7.2 - Procédure

Dès la notification du marché, le titulaire contacte le bénéficiaire afin de fixer les dates pour les visites d'inspection de prévention des installations préalables obligatoires.

Le titulaire et le représentant de la personne publique procèdent à une analyse préalable des risques, conformément au décret n° 92-158 du 20 février 1992 (version consolidée en vigueur) concernant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux ou prestations de service effectuées par une entreprise extérieure, dont le titulaire déclare avoir pris connaissance.

A l'issue de ces visites communes, et après une analyse exhaustive des risques, il est établi une attestation d'inspection de prévention préalable signée par les parties concernées. Cette attestation a pour but de définir les documents de prévention que l'entreprise doit remettre à la gendarmerie et les délais pour les réaliser.

Dès réception de l'ensemble des documents et avant le début de l'exécution des prestations, un plan de prévention sera établi par la gendarmerie, celui-ci devra être strictement respecté.

La non-réalisation de ces documents constituera un interdit au lancement des prestations prévues au présent marché.

Le titulaire est tenu de signaler dans les plus courts délais, au bénéficiaire la présence de tout danger imminent qu'il pourrait constater lors de son intervention, en indiquant les conséquences que pourraient entraîner la non-intervention et la non-exécution des prestations nécessaires à sa prévention. Ces constats font l'objet d'un compte-rendu de danger imminent, établi dans le respect de la réglementation.

Ce compte-rendu doit être transmis dans un délai d'un (1) jour ouvrable à compter de la date de constat du danger au bénéficiaire.

### **7.3 - Protection incendie**

Les informations concernant la lutte contre l'incendie et l'évacuation des personnels ainsi que les personnes chargées de mettre en pratique ces mesures sont développées dans le plan de prévention.

### **7.4 - Protection de l'environnement**

Les prestations doivent être accomplies de façon à réduire la pollution à un niveau moindre de dangerosité et ne pas provoquer de nouvelles pollutions par l'emploi de méthodes et / ou produits nocifs. A cet effet, il doit être tenu compte des risques particuliers que représentent les lieux tels que les locaux sanitaires, les locaux et équipements concernant les déchets.

Le titulaire informe l'administration de tout changement ou évolution des normes et réglementations. Il est tenu d'assurer la formation de ses agents ouvriers :

- aux techniques de base et à la sécurité en milieu spécifique ;
- à l'utilisation des produits et méthodes respectueux de l'environnement (juste dosage des produits, utilisation de produits pré-dosés, limitation des consommations d'eau et d'énergie, origine et nuisance des poussières et salissures...).

## **ARTICLE 8 - MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX**

### **8.1 - Unité monétaire**

L'euro est la monnaie de compte du marché.

### **8.2 - Forme des prix**

Les prix seront :

- unitaires pour les prestations courantes et les prestations complémentaires ;
- forfaitaires pour 4 interventions en urgence pour le lot 2 ;
- hors taxes ;
- toutes taxes comprises (taux de T.V.A. applicable en France indiqué à part) ;
- réputés établis aux conditions économiques du mois de dépôt des offres (soit novembre 2021) ;
- incluant toutes les charges fiscales, parafiscales et autres taxes comprises liées à la prestation.

### **8.3 - Contenu des prix**

Les prix comprendront :

- l'ensemble des prestations décrites en annexe du CCTP ;
- tous les matériels, accessoires nécessaires relatifs aux prestations à effectuer ;
- tous les produits inhérents aux prestations à effectuer, étant entendu que ceux-ci doivent être biodégradables ou non polluants. En tout état de cause, ils doivent correspondre aux normes légales en cours relatives à la préservation de l'environnement ;
- tous les frais généraux, salaires, charges sociales et fiscales, marge bénéficiaire, frais divers ;
- tous les frais éventuels inhérents à la prestation, droits de douane et procédure ;
- les frais de transports, les frais de main d'œuvre, frais et taxes diverses afférents aux prestations faisant l'objet de ce marché.

### **8.4 - Contrôle des prix**

Le titulaire s'engage à fournir à l'administration toutes les justifications relatives aux prix pratiqués ainsi que la décomposition de ces prix en leurs différents éléments.



## 8.5 - Révision de prix

Les prix figurant sur l'acte d'engagement sont révisibles sur demande du titulaire, chaque année au moment de la reconduction du marché par application de la formule suivante :

$$P = P_o * \frac{ICHTrev-TS}{ICHTrev-Tso}$$

Tous les indices sont publiés sur le site internet de l'INSEE [www.indices-insee.fr](http://www.indices-insee.fr)

**P** = prix hors taxes révisé ;

**P<sub>o</sub>** = prix hors taxes initial ;

**ICHTrev-TS** = indice mensuel du horaire du travail révisé – Salaire et charges - Eau, assainissement, déchets, dépollution (NAF rév 2 section E) - Base 100 en 2016 - identifiant : 010599840.

Les bases « o » ont pour valeur celles correspondant au mois de dépôt des offres (soit novembre 2021).

La valeur des autres indices étant la dernière connue à la date de la demande de révision.

## 8.6 - Clause de sauvegarde

Si l'évolution du prix de règlement, telle qu'elle résulte de l'application de la formule défini à l'article 8.5, conduit à une augmentation annuelle supérieure à trois (3) %, le RPA se réserve le droit de ne pas reconduire le marché ou de le résilier avec un préavis de trois (3) mois. .

## ARTICLE 9 - AVANCE – ACOMPTE

### 9.1 - Avance

L'acheteur peut prévoir le versement d'une avance dans les cas où elle n'est pas obligatoire, conformément à l'article R.2191-4 du code de la commande publique en vigueur.

### 9.2 - Acompte

Il n'est pas prévu le versement d'acompte

## ARTICLE 10 - PÉNALITÉS - PROLONGATION DES DÉLAIS

### 10.1 - Calcul des pénalités

Compte tenu de l'objet du marché, et par application des dispositions de l'article 14 du CCAG-FCS, outre le non paiement des prestations non exécutées, les pénalités pour défaillance dans l'exécution ou retard de livraison sont calculées comme suit :

$$P = \frac{V \times R}{1000}$$

P : montant des pénalités

V : valeur pénalisée (prix de règlement des prestations en retard)

R : nombre de jours de retard

### 10.2 - Exclusion des pénalités

Sont exclus des pénalités :

- les cas de force majeure déterminés par les textes officiels en vigueur ;
- tout fait d'un tiers échappant au contrôle du prestataire ;
-

- tout fait de l'administration elle-même, notamment en cas de non-respect des engagements souscrits par elle dans le cadre de ce marché ;
- toute condition inhabituelle d'exploitation (intempéries à caractère exceptionnel, grèves...).

A l'occasion de tels événements, le titulaire recherche avec le représentant du site, toutes les mesures à prendre afin d'éviter un arrêt définitif des prestations et d'assurer la poursuite d'une exploitation, même partielle, après avoir fixé de nouvelles conditions contractuelles adaptées aux circonstances créées par le cas de force majeure, les pénalités ci-dessus n'étant pas applicables.

### 10.3 - Prolongation des délais

Si le titulaire se trouve dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels, et pour pouvoir bénéficier éventuellement d'une prolongation du délai d'exécution, il doit se conformer aux dispositions de l'article 13.3 du CCAG-FCS. Il lui appartient de signaler au RPA, avant l'expiration des délais contractuels, les causes qui n'étant pas de son fait, font obstacle à l'exécution du marché.

## ARTICLE 11 - MODE DE RÈGLEMENT – PAIEMENT

Les factures seront établies à la fin du mois au cours duquel les prestations ont eu lieu.

### 11.1 - Facturation

Toute demande de paiement doit obligatoirement être adressée (transmission des factures) en procédure dématérialisée à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Outre les mentions légales habituelles, les factures doivent **obligatoirement** porter les indications suivantes :

- le nom du titulaire et ses coordonnées bancaires ;
- la référence de l'engagement juridique ;
- les références CHORUS du marché ;
- le code du service exécutant = MIOPTF1075 ;
- le libellé et le contenu de la prestation concernée ;
- le détail de la ou des prestations assurées (prix unitaire etc.) ;
- les prix hors taxes, la T.V.A. et le prix T.T.C.

Un R.I.B. conforme à celui indiqué lors de la notification du marché est joint à l'envoi. En cas de changement de R.I.B. en cours d'exécution du marché, le titulaire devra en informer le RPA sans délai.

### 11.2 - Certification « service fait »

La constatation du service fait établi par l'unité concernée vaut exécution du service fait et donne droit à un paiement.

### 11.3 - Paiement

Toute prestation assortie d'une réception définitive donne lieu à paiement.

Le délai maximum de paiement est de **rente (30) jours** à compter de la réception de la facture. Les sommes payées après l'expiration de ce délai sont majorées d'intérêts moratoires.

Le titulaire ne peut faire parvenir ses factures à l'administration que lorsqu'une prestation est totalement achevée.

### 11.4 - Récusation

En cas de contestation sur le montant des sommes dues, le R.P.A. fait payer dans le délai de **rente (30) jours**, les sommes qu'il a admises. Le complément est payé, le cas échéant, après règlement du différend ou du litige.

Toutefois, si le RPA n'est en mesure, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de contrôle, de vérification et de réception ou à toute autre opération nécessaire au paiement, ledit délai est prolongé d'une période égale au retard qui en résulte.

### **11.5 - Comptable assignataire**

Le comptable assignataire des paiements est :

Monsieur le Chef du Département Comptable Ministériel  
Service du Contrôle Budgétaire et Comptable du Ministère de l'Intérieur  
Place Beauvau  
75008 PARIS

### **11.6 - Intérêts moratoires**

Le dépassement du délai de paiement prévu à l'article 11.3, ouvre de plein droit au titulaire, le bénéfice d'intérêts moratoires au taux de la principale facilité de refinancement appliqué par la banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points.

Les intérêts moratoires se calculent en se reportant au « taux marginal » du semestre précédent celui au cours duquel les intérêts ont commencé à courir.

Ce taux est révisable le 1er janvier et le 1er juillet de chaque année civile (consultable sur le site [www.banque-france.fr](http://www.banque-france.fr)).

## **ARTICLE 12 - CESSION - NANTISSEMENT**

Le titulaire peut être admis au bénéfice du régime institué par les articles R.2191-45 à R.2191-61 du code de la commande publique en vigueur, relatifs à l'affectation des marchés en nantissement.

Le montant HT du marché sert de base à la détermination de la formule d'origine à porter sur l'exemplaire unique ou sur un certificat de cessibilité se rapportant à chaque marché.

Cet exemplaire est destiné à être remis à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance.

## **ARTICLE 13 - RETENUE DE GARANTIE OU CAUTIONNEMENT**

Le marché ne prévoit pas la constitution d'une retenue de garantie ou d'un cautionnement.

## **ARTICLE 14 - SOUS-TRAITANCE**

Les entreprises soumissionnaires peuvent recourir à la sous-traitance conformément aux articles R.2193-1 à R.2193-22 du code de la commande publique en vigueur.

En cas de sous-traitance déclarée au moment de l'offre, l'obligation de production des documents demandés s'étendra à l'entreprise sous-traitante. En conséquence, l'entreprise soumissionnaire devra produire tous les documents mentionnés à l'article 5.4 et 5.5 du règlement de la consultation pour chaque sous-traitant.

Le paiement direct des sous-traitants, lorsque le contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à six cents (600) euros toutes taxes comprises, sera effectué par application des articles R.2193-17 à R.2193-21 du code de la commande publique.

## ARTICLE 15 - RÉSILIATION DU MARCHÉ

Les dispositions des articles 38 à 45 du CCAG-FCS sont applicables. Ainsi, lorsque le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais prévus, la résiliation du marché à ses torts, peut être prononcée par le R.P.A. sans que ne lui soit versé aucune indemnisation.

La résiliation pour faute du titulaire ne saurait donner lieu au paiement d'indemnités et n'exclut pas l'application des pénalités prévues à l'article 10 du présent cahier.

Dans le cas d'une résiliation sans qu'il y ait faute du titulaire, ce dernier peut prétendre à une indemnisation. Celle-ci doit être présentée dans un délai de deux (2) mois sous peine de forclusion.

## ARTICLE 16 - EXÉCUTION DU SERVICE AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Le titulaire est impérativement tenu aux obligations contractuelles prévues au présent marché. S'il se trouve dans l'impossibilité d'exécuter les prestations, pour une raison quelconque, il doit en informer immédiatement le RPA – section marchés – conventions – par mail ([smc.bba.cegn@gendarmerie.interieur.gouv.fr](mailto:smc.bba.cegn@gendarmerie.interieur.gouv.fr)) et confirmer par lettre recommandée avec accusé de réception.

Dans cette hypothèse, il peut être fait application de l'article 45 du CCAG-FCS qui prévoit l'exécution du marché par un autre prestataire aux frais et risques du titulaire en cas d'inexécution par ce dernier de sa prestation, laquelle par nature ne peut souffrir d'aucune interruption.

Le titulaire du marché n'est pas admis à prendre part directement ou indirectement à l'exécution des prestations, réalisées à ses frais et risques par un autre prestataire.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du marché résultant de l'exécution des prestations par un autre prestataire choisi par l'administration est à sa charge. La diminution des dépenses ne lui profite pas. Si le RPA prend la décision de mettre en œuvre cette procédure, le titulaire en est informé par lettre recommandée avec accusé de réception.

## ARTICLE 17 - CORRESPONDANT DU TITULAIRE

Le R.P.A. est seul habilité à effectuer toutes les opérations administratives relatives à l'exécution du présent marché.

L'école de gendarmerie de Fontainebleau, le centre national d'entraînement des forces de gendarmerie de Saint Astier et l'école de gendarmerie de Châteaulin sont chacune, pour leur lot respectif, les interlocuteurs privilégiés du titulaire du marché pour tous les aspects techniques de la vie du marché.

## ARTICLE 18 - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

### 18.1 - Changement de situation du titulaire

La modification de la forme juridique d'une Société (S.A.R.L. se transformant en S.A. par exemple) ne nécessite pas la passation d'un avenant s'il n'y a pas création d'une nouvelle personne morale.

En revanche, tous les cas de fusion, scission, absorption qui entraînent transfert de responsabilité juridique de l'exécution du marché nécessitent la passation d'un acte modificatif.

### 18.2 - Modification de marché et marché similaire

Par application des dispositions des articles R.2194-7 à R.2194-9 du code de la commande publique, des modifications aux marchés pourront être apportées, elles prendront la forme d'un acte modificatif du marché public.

En application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de recourir à un marché négocié pour la réalisation de prestations similaires.

### **18.3 - Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail**

Application stricte de l'article 6 du CCAG-FCS, notamment au regard des articles L.3243-1, L.3243-2 et L.3243-4 du Code du Travail et règles d'effet équivalent pour les candidats étrangers.

### **18.4 - Travail illégal**

Le titulaire atteste sur l'honneur qu'il n'a pas fait objet, au cours des cinq (5) dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-2, L.8221-3 à L.8221-5, L.5221-8 à L.8251-1, L.8231-1, L.8241-1 et L.8241-2 du Code du Travail.

Conformément aux dispositions de l'article D.8222-5 du code du travail, s'il emploie des salariés, le titulaire doit fournir tous les six (6) mois à compter de la notification du marché, une attestation sur l'honneur que le travail est réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L.1221-10 et L.1221-12, L.3243-1, L.3243-2 et L.3243-4 et R.3243-1 à R.3243-5 du Code du travail.

Lorsqu'il contrevient à ces dispositions, et après mise en demeure restée infructueuse, le titulaire peut faire l'objet d'une décision de résiliation du marché à ses torts sans qu'il puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

### **18.5 - Assurance**

Tous risques afférents aux opérations de transport jusqu'au lieu de destination relèvent de la responsabilité exclusive du titulaire du marché.

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG/FCS, le titulaire doit contracter les assurances permettant de couvrir les responsabilités qu'il encoure du fait de l'exploitation des services et de garantir sa responsabilité à l'égard du représentant du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans le mois suivant la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire de contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A chaque fois que nécessaire, le titulaire du marché doit procéder à une réactualisation des garanties.

## **ARTICLE 19 - ACCÈS AU SITE**

L'accès aux sites de la gendarmerie est réglementé. En conséquence, le titulaire s'engage à informer son personnel des règles d'accès :

- respect du code de la route dans l'enceinte militaire (vitesse réduite, stationnement sur les zones prévues, etc...) ;
- port du badge apparent obligatoire au sein du site (badge délivré à l'entrée par le poste de police sur présentation d'une pièce d'identité en cours de validité).

S'agissant d'un domaine militaire, le personnel et le matériel du titulaire pourront faire l'objet d'un contrôle sur place. Les véhicules pourront être soumis à un contrôle de sécurité. Tout manquement aux règles ci-dessus entraîne l'expulsion des sites sans que le titulaire ne puisse prétendre à une indemnité quelle qu'en soit la forme.

## ARTICLE 20 - DIFFÉRENDS ET LITIGES

Les litiges éventuels sont exclusivement régis par les lois et règlements français.

Les différends et litiges éventuels sont traités conformément aux dispositions des articles 46 du CCAG-FCS.

Le tribunal administratif de Paris, dont les coordonnées suivent, est seul compétent pour régler les litiges dans le cadre de ce marché :

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS**

7 rue de Jouy  
75181 Paris Cedex 04  
Téléphone : 01 44 59 44 00  
Télécopie : 01 44 59 46 46  
Courriel : [greffe.ta-paris@juradm.fr](mailto:greffe.ta-paris@juradm.fr)

## ARTICLE 21 - DÉROGATIONS AU CCAG / FCS

- L'article 5.2.2 – refaction déroge à l'article 30.3 du CCAG-Fournitures courantes et services.